

Décision n° 2026-0093
de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques
des postes et de la distribution de la presse
en date du 13 janvier 2026
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à la société AEROPORTS DE PARIS
pour un réseau indépendant d'un système Radar
sur le territoire national

La présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu la directive 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après le « CPCE »), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2021 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision du 26 août 2024 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 modifiée de l'Autorité portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du 19 février 2025 portant délégation de signature pour les actes se rapportant au fonctionnement de l'Autorité ou à l'exécution de ses décisions ;

Vu la décision n° 2024-2831 de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques des postes et de la distribution de la presse en date du 17 décembre 2024 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société AEROPORTS DE PARIS pour un réseau indépendant sur le territoire national ;

Vu la demande de la société AEROPORTS DE PARIS en date du 14 novembre 2025, reçue le 14 novembre 2025 ;

Vu l'accord de l'affectataire ministère des Armées et des anciens combattants en date du 13 janvier 2026 ;

Vu l'accord de l'affectataire Espace en date du 18 novembre 2025 ;

Décide :

Article 1. La société AEROPORTS DE PARIS est autorisée à utiliser des fréquences radioélectriques selon les conditions techniques précisées dans l'annexe 1 à 4 à la présente décision.

La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée pour une durée précisée dans les annexes. Les stations mentionnées ci-dessous sont modifiées conformément aux annexes 1 à 4 à la présente décision :

- Station ADP034 attribuée par la décision n° 2024-2831 en date du 17 décembre 2024.
- Station ADP035 attribuée par la décision n° 2024-2831 en date du 17 décembre 2024.
- Station ADP036 attribuée par la décision n° 2024-2831 en date du 17 décembre 2024.
- Station ADP037 attribuée par la décision n° 2024-2831 en date du 17 décembre 2024.

Article 2. La présente autorisation est délivrée sans garantie de non brouillage et sur une base de non interférence vis-à-vis des utilisations de l'affectataire ministère des Armées et des anciens combattants, espace, ayant donné son accord et pourra être abrogée, sous préavis court, pour répondre à ses besoins en situations exceptionnelles.

Article 3. Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques acquitte, à la date de délivrance de la présente décision, au titre des redevances instituées par les décrets n° 2007-1531 et n° 2007-1532 susvisés, la somme de 3 160 € pour la redevance domaniale de mise à disposition de fréquences et 400 € pour la redevance de gestion.

Article 4. La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des stations, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée, avec ses annexes, à la société AEROPORTS DE PARIS.

Fait à Paris, le 13 janvier 2026,

Pour la Présidente et par délégation

Laurent CHAPELLE
Chef de l'unité gestion des fréquences